

Suisse



A l'appel du PS, des Verts et de plusieurs associations kurdes, la manifestation a rassemblé des milliers de personnes. KEYSTONE

Le calicot «Kill Erdogan» crée un éclat diplomatique

L'ambassadeur suisse à Ankara a été convoqué. La justice suisse enquête. Une élue présente à Berne samedi témoigne

Arthur Grosjean Berne

Un appel au meurtre sur la place Fédérale, ce n'est pas banal. C'est pourtant ce qui s'est passé samedi lors d'une manifestation anti-Erdogan à Berne. Un groupe d'autonomes d'extrême gauche a brandi un calicot où l'on pouvait voir la tête d'Erdogan et un revolver avec le texte suivant en anglais: «Tuez Erdogan avec ses propres armes.» Cet appel au meurtre a provoqué la colère de la Turquie, qui a convoqué dimanche l'ambassadeur suisse à Ankara. En Suisse, le ministère public de Berne-Mittelland a ouvert une procédure pénale.

Tout avait commencé tranquillement samedi devant le Palais fédéral. A l'appel du PS, des Verts, des associations kurdes et avec le soutien d'une trentaine d'organisations, des milliers de personnes ont manifesté contre la dérive autoritaire en Turquie et contre la guerre au Kurdistan. Pour le régime turc, il s'agit déjà d'une provocation car la Suisse, contrairement aux Etats-Unis et à l'UE,

«Les Turcs poussent le bouchon un peu loin en convoquant l'ambassadeur»

Claude Béglé
Conseiller national (PDC/VD)

laisse manifester des militants du PKK, qui sont assimilés à des terroristes. Mais la goutte qui va faire déborder le vase, c'est cette affiche qui s'en prend directement à l'intégrité physique de Recep Tayyip Erdogan.

Présente à la manifestation comme oratrice pour représenter le PS, la conseillère nationale genevoise Laurence Fehlmann-Rielle raconte: «Un groupe a soudainement fait irruption dans la manifestation avec cette bande-roule. Je ne sais pas ce qui s'est passé avec le service d'ordre. Ce qui est sûr, c'est que je ne peux évidemment pas souscrire à un appel au meurtre.» Elle rappelle qu'Erdogan, dont la politique est déplorable pour les libertés publiques en raison des arrestations massives, a cependant été élu démocratiquement.

En Turquie, le calicot a fait l'effet d'une bombe. Le ministre turc des Affaires étrangères a immé-

diatement appelé Didier Burkhalter, le chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), samedi. Mais on n'en est pas resté là. L'ambassadeur suisse à Ankara, Walter Haffner, a été convoqué dimanche au Ministère turc des affaires étrangères. On lui a signifié que la Suisse devait ouvrir une enquête et traduire en justice les auteurs de l'appel au meurtre.

Sur ce point, la machine judiciaire suisse s'est mise en marche. Le ministère public régional de Berne a ouvert dimanche une procédure pénale. La Ville de Berne, par la voix de son responsable de la sécurité Reto Nause, a aussi fait savoir qu'elle déposerait plainte. Selon lui, les conditions fixées aux organisateurs de la manifestation n'ont apparemment pas été respectées.

Jeunesse révolutionnaire

Mais qui se cache derrière le calicot du scandale? Un groupe baptisé «La jeunesse révolutionnaire de Berne» revendique la bande-roule et s'en félicite sur Facebook. Il y voit une réponse appropriée «au sang versé en Turquie, au Kurdistan et en Syrie», «aux milliers de révolutionnaires et gens de gauche jetés en prison», «aux milliers de personnes licenciées et aux innombrables suicides», etc. Et de conclure: «Personne ne pleure aujourd'hui Hitler, Mussolini ou Pinochet. Personne ne pleurera Erdogan.»

Erdogan, justement, s'est emparé immédiatement de l'affaire. Il a critiqué les autorités suisses lors d'un meeting électoral à Istanbul dimanche: «Vous récoltez ce que vous avez semé», a-t-il lancé, sous les huées de la foule.

Le conseiller national Claude Béglé (PDC/VD) s'est dit choqué sur la RTS par la récupération de cette affaire. «Les Turcs poussent le bouchon un peu loin en convoquant l'ambassadeur. Ils savent que la Suisse ne mène pas une politique unilatérale et a permis aux autorités turques de tenir un meeting électoral sur sol suisse».

Le conseiller national Laurent Wehrli (PLR/VD) estime aussi que la Suisse garantit la liberté d'expression et que la Turquie ne devrait pas s'échauffer pareillement. Mais il reconnaît que cette liberté s'arrête où commence celle des autres. «L'appel au meurtre est clairement condamnable. Ce dérapage fait d'ailleurs plus de tort à la cause qu'il est censé défendre».

Au DFAE, on marche sur des oeufs avec les autorités turques depuis des semaines. La Suisse a joué la carte de l'apaisement et évité tout affrontement public et frontal, contrairement à ce qui s'est passé aux Pays-Bas et en Allemagne. Mais à l'approche du référendum crucial sur une extension du pouvoir d'Erdogan le 16 avril, personne à Berne ne peut exclure de nouvelles tensions et de nouveaux dérapages.

Monde

Donald Trump affaibli par la fronde républicaine

L'ambitieux programme du président des Etats-Unis est menacé par les profondes rivalités à l'intérieur de son propre parti

«Nous allons tellement gagner que vous allez être fatigués de gagner et vous allez venir vers moi et me dire: «S'il vous plaît, nous ne pouvons plus gagner!» Donald Trump avait prononcé ces paroles triomphantes il y a une année en campagne électorale. A l'époque, tout paraissait simple pour le candidat à la Maison-Blanche. Vendredi, le nouveau président des Etats-Unis a néanmoins découvert à quel point les choses sont plus compliquées à Washington qu'il ne le pensait. Il a perdu sa première grande bataille législative et dû retirer sa réforme de la santé après avoir été défait par une coalition hétéroclite de députés ultraconservateurs et modérés issus de sa propre formation politique, le Parti républicain.

Donald Trump a réglé ses comptes dimanche avec les membres de son parti. «Les démocrates sourient à Washington que le Freedom Caucus (...) ait sauvé (...) l'Obamacare», a-t-il écrit sur Twitter en accusant la trentaine d'élus ultraconservateurs réunis sous la bannière du Freedom Caucus d'avoir coulé un projet de loi qui devait remplacer le système d'assurance-maladie promulgué pendant la présidence de Barack Obama. Parallèlement, le député républicain modéré Charlie Dent a déclaré dimanche sur la chaîne NBC ne pas pouvoir «nier» des révélations du *New York Times* selon lesquelles Donald Trump l'a accusé de «détruire» le Parti républicain en s'opposant à la réforme de la santé.

La volonté des républicains modérés de défendre dans une certaine mesure le concept de filet social semble irrécyclable avec la détermination de l'ultra-droite de réduire au maximum le rôle du gouvernement dans la vie des Américains. Et ces tensions menacent désormais l'ambitieux programme de Donald Trump au Congrès malgré une double majorité en faveur de la réforme de la santé. Pour les 100 premiers jours de sa

présidence, Donald Trump avait assuré vouloir non seulement faire passer la réforme de la santé, mais aussi un programme d'investissements de 1000 milliards de dollars dans les infrastructures. Il voulait réformer le code fiscal en promulguant des baisses d'impôts massives et renégocier les accords de libre-échange.



Donald Trump
Président des Etats-Unis

Steve Mnuchin, le secrétaire au Trésor, a affirmé vendredi qu'il tenterait d'obtenir un vote sur la réforme du code fiscal avant les vacances parlementaires du mois d'août, mais a admis que les discussions pourraient se prolonger. Sur le fond, les républicains semblent unis dans leur volonté de baisser les impôts. Mais ils paraissent divisés sur la manière de les financer en instaurant une taxe sur les importations. Ces divisions transcendent le clivage entre ultraconservateurs et modérés, comme l'illustre l'alliance entre les sénateurs David Perdue, un ancien homme d'affaires, et Tom Cotton, un ultraconservateur de l'Arkansas, contre la création de cet impôt qui augmenterait le prix des produits importés pour les consommateurs.

Le projet d'investissements massifs dans les infrastructures risque de se heurter à l'inflexibilité des élus du Freedom Caucus qui combattent le déficit du budget américain.

Quant aux discussions sur la volonté de Donald Trump de renégocier les traités commerciaux, dont l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), elles s'annoncent aussi compliquées. Elles risquent de mettre aux prises les élus représentant des Etats agricoles et dépendant du libre-échange à ceux représentant des régions du Midwest touchées de plein fouet par les délocalisations, vers le Mexique notamment.

Jean-Cosme Delaloye
New York

Lire aussi l'éditorial en page 1

Coup de force contre l'opposition en Russie

Alexeï Navalny et des centaines d'autres opposants à Poutine ont été interpellés lors d'une manifestation hier à Moscou

Le célèbre opposant au président russe Vladimir Poutine, Alexeï Navalny, a été interpellé par la police lors d'une manifestation contre la corruption, hier à Moscou. C'est ce qu'a indiqué sa porte-parole, Kira Iarmych, sur Twitter. Alexeï Navalny doit être présenté à un juge aujourd'hui. En outre, au moins 700 manifestants ont également été arrêtés, selon OVD-Info, une ONG de monitoring des manifestations.

Alexeï Navalny avait appelé à manifester dans 99 villes du pays. Mais, dans 72 localités, les rassemblements ont été interdits par les autorités, ces dernières invoquant diverses raisons. Selon certaines informations, les autorités locales se sont effor-

cées aussi de dissuader les étudiants de participer aux manifestations, des examens étant prévus ce dimanche dans certaines localités.

A Moscou, entre 7000 et 8000 personnes (d'après les chiffres des forces de l'ordre) se sont rassemblées dans le centre de la capitale. Plusieurs milliers d'opposants ont aussi défilé à Saint-Petersbourg, Ekaterinbourg, Novossibirsk, Krasnoyarsk et Omsk, notamment.

Alexeï Navalny a appelé à ces manifestations après avoir publié ce mois un rapport dans lequel il accuse le premier ministre Dmitri Medvedev de contrôler un empire immobilier financé par les oligarques. Alexeï Navalny s'est imposé comme l'opposant numéro un au Kremlin en dénonçant la corruption des élites. Il a annoncé son intention de se présenter à l'élection présidentielle, prévue au début de 2018. Fabrice Breithaupt avec l'ATS

Non cinglant de l'UDC à la Stratégie énergétique 2050

Le président du parti, Albert Rösti, a dénoncé une «arnaque» qui pénaliserait la classe moyenne

L'UDC rejette à la quasi-unanimité la Stratégie énergétique 2050, soumise au peuple le 21 mai prochain. Réunis samedi à Appenzel, les délégués du parti référendaire refusent de «signer un chèque en blanc» pour réduire la consommation

d'énergie. Leur président Albert Rösti a dénoncé une «arnaque» qui pénaliserait la classe moyenne.

Le projet coûtera bien plus que les 40 francs annuels prévus par le Conseil fédéral, a prévenu le Bernois, qui juge l'estimation de la présidente de la Confédération Doris Leuthard «totalement irréaliste». Huile de chauffage, essence et gaz, ces ressources quotidiennes deviendront hors de prix pour une famille ou une PME, a-t-il mis en garde.

Et de prédire une pénurie d'électricité.

En votant non, «nous sauvons notre approvisionnement énergétique fiable et efficace», a souligné le président de l'UDC. «Ce projet tient plus de la religion, donc de la foi et de l'espoir, que d'une réelle stratégie répondant aux principes élémentaires de la physique», a déploré Albert Rösti.

Atteindre l'objectif d'une réduction de 43% de la consommation d'énergie d'ici à 2035 nécessitera des mesures supplémentaires, de l'augmentation de taxes et autres redevances, à l'invention de nouveaux impôts, a prévenu Céline Amaudruz. Une hausse de la taxe sur les carburants pénalisera les régions périphériques et l'économie en général, selon la Genevoise.

Au final, seuls quatre délégués ont soutenu le projet, face à 322 refus et une abstention. L'UDC est ainsi le seul parti gouvernemental à s'opposer à la stratégie énergétique. ATS